

M. Raymond Langlois (Mégantic): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire concernant la loi sur les Indiens. Le ministre a-t-il l'intention de présenter ce projet de loi avant le congé de Noël, vu la déclaration qui a été faite et comme le ministre a dit que le groupe d'Indiens rebelles ne saurait jamais se tirer d'embarras tout seul? Je ne suis pas d'accord là-dessus. Si on nous soumettait la modification à la loi sur les Indiens, nous pourrions peut-être supprimer certains de ces problèmes.

M. l'Orateur: Comme l'honorable député a parlé du congé de Noël, j'estime qu'il pourrait inscrire sa question au *Feuilleton*.

M. Langlois (Mégantic): A dix heures.

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Le comité doit-il toujours visiter les réserves indiennes à travers le pays?

L'hon. M. Laing: Je l'espère. De plus j'espère que des exemplaires du projet de loi seront distribués aux Indiens pour qu'on puisse les consulter et obtenir leur avis. J'espère que le comité sera reconstitué et poursuivra ses travaux qui me semblent prometteurs.

[Français]

LES RELATIONS EXTÉRIEURES

DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE À LA SUITE DE LA VISITE DU GÉNÉRAL DE GAULLE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au très honorable premier ministre relativement à la visite au Québec du président de la République française, le général de Gaulle.

J'aimerais lui demander comment il peut concilier, dans sa déclaration qu'il a faite lors de cette visite du général de Gaulle au Québec, le fait qu'il ait déclaré, lui, notre premier ministre, que toutes les provinces sont libres et qu'en même temps il se soit choqué que le général de Gaulle ait crié: «Vive le Québec libre!»

Le premier ministre peut-il nous dire comment il a pu ne pas voir la contradiction dans cette déclaration, et a-t-il l'intention de s'excuser auprès du général de Gaulle de son impolitesse à son égard?

M. l'Orateur: A l'ordre! L'honorable représentant de Broadview...

M. Grégoire: L'honorable premier ministre peut-il répondre à la question?

M. l'Orateur: La question n'est pas recevable.

M. Grégoire: Il est impossible d'y répondre, peut-être.

[L'hon. M. Laing.]

[Traduction]

L'HABITATION

TORONTO—DÉDOMMAGEMENT DANS LE CADRE DE LA RÉNOVATION URBAINE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. John Gilbert (Broadview): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre en l'absence du ministre du Travail. Le ministre du Travail et les dirigeants de la Société centrale d'hypothèques et de logement ont-ils approuvé la formule de dédommagement mise au point par la ville de Toronto et approuvée par le gouvernement provincial en faveur des propriétaires dont les maisons ont été expropriées dans la région de renouvellement urbain désignée sous le nom de région de Donmount à Toronto?

M. l'Orateur: Je propose que la question soit inscrite au *Feuilleton*.

LES NATIONS UNIES

ATTITUDE CANADIENNE À L'ÉGARD DE L'ADMISSION DE LA CHINE ROUGE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David MacDonald (Prince): Monsieur l'Orateur, j'espère qu'en ce jour d'ouverture je n'épuiserai pas complètement le premier ministre.

Compte tenu de l'activité du gouvernement, l'automne dernier, à la session des Nations Unies ainsi que des remarques proférées hier soir par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le premier ministre peut-il dire à la Chambre si le gouvernement a l'intention d'insister encore, cet automne, pour que la Chine continentale siège aux Nations Unies et s'il envisage une action précise à cet égard?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, notre politique à cet égard n'a pas changé. Ainsi que le ministre l'a rappelé hier soir—et, incidemment, il n'est pas ici aujourd'hui parce qu'il est en route pour New York—notre politique n'a pas changé et nous croyons qu'il est important d'avoir la voix de la Chine continentale aux Nations Unies le plus tôt possible. Il ne semble pas que le moment soit particulièrement bien choisi pour renouveler notre initiative de l'automne dernier, mais cela ne veut pas dire que notre politique ait changé.

QUESTIONS OUVRIÈRES

LA PRÉTENDUE EXCLUSION DES MINEURS DU PROGRAMME DE RÉADAPTATION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. M. W. Martin (Timmins): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au